



Empowered lives.
Resilient nations.

AVIS D'ACHAT POUR CONSULTANT INDIVIDUEL

Date: Novembre 2018.

Pays :	PNUD CAMEROUN
Objectif de l'appel d'Offre:	Recrutement Consultant National pour l'élaboration du Rapport de la Coopération Sud-Sud et Triangulaire au Cameroun
Nom du Projet :	CPD 2018 - 2020
Durée de la consultation :	40 jours
Lieu :	Yaoundé, Cameroun
Supervision du consultant :	Le/la consultant/e travaillera sous la supervision directe de la DGCOOP/MINEPAT en collaboration avec le Point Focal de la Coopération Sud-Sud du PNUD.

Le dossier complet devra parvenir à l'adresse suivante :

**Madame Le Représentant Résident du PNUD,
N° 1232 Immeuble Mellopolis, Rue 1794, Ekoudou, Bastos, Po Box 836 Yaounde – Cameroun
Avec la mention : « Consultant/e nationale, pour l'élaboration du Rapport de la Coopération Sud-Sud et Triangulaire au Cameroun »**

Au plus tard **10 jours calendaires** après la date de publication.

Tout consultant éventuel qui aurait besoin de clarifications à propos du document d'invitation à soumissionner peut en informer par écrit l'entité du PNUD chargée des achats à l'adresse indiquée dans l'invitation à soumissionner ou par e-mail à l'adresse : Procurement.cameroon@undp.org. Des exemplaires écrits de la réponse de l'organisation (incluant une explication de la demande de clarification mais sans identification de la source de la demande) seront envoyés à tous les consultants éventuels qui auront reçu les documents d'invitation à soumissionner.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La coopération entre les pays en développement a, depuis les années 1950, et progressivement à la suite de l'expérimentation des différents modèles de développement et leur confrontation à la réalité du terrain, pris une importance et une reconnaissance croissante parmi la communauté internationale et les Nations Unies.

Tel qu'indiqué dans les objectifs de développement durable (ODD) et le Plan d'action d'Addis-Abeba (AAAA), la coopération Sud-Sud et Triangulaire (SSC / TrC) joue un rôle plus important que jamais auparavant dans le paysage de la coopération pour le développement. Dans le contexte de transformations sans précédent du rôle économique et politique des puissances du Sud, ce nouveau partenariat mondial inclusif, complémentaire de la coopération Nord-Sud, est non seulement une conséquence logique, mais également une nécessité urgente pour assurer un équilibre et une représentation adéquats au sein de la communauté internationale.

La Coopération Sud-Sud et Triangulaire apporte en effet des solutions adaptées au contexte car sorties d'expériences similaires vécues par des pays aux cultures, processus organisationnels et niveaux de développement comparables. Ces solutions ont donc plus de chance d'aboutir que celles 'toutes faites' qui n'auraient pas les mêmes points d'attache. Elle place aussi les pays sur le même plan, détaché de tout lien subordonné, et fondé sur la solidarité, proposant un cadre ouvert et neutre de coopération, définie et pilotée par les pays du sud.

Reconnaissant ces avantages et profitant d'un dynamisme économique croissant de certains pays en développement à même de prendre en charge leur propre politique de développement, les pays en développement se sont engagés à promouvoir cette forme de coopération pour contribuer à la croissance économique et au développement durable des pays moins avancés, notamment au travers de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

C'est au sein même de l'Assemblée Générale des Nations Unies que la coopération sud-sud a fait l'objet de plusieurs engagements internationaux, notamment le Plan d'Action de Buenos Aires (1978), texte pionnier en la matière contenant 38 recommandations pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre les pays en développement et, plus récemment, la Déclaration de Nairobi (2009) adoptée par la Conférence de Haut Niveau des Nations Unies sur la coopération sud-sud qui précise les rôles des gouvernements, entités régionales et agences des Nations Unies dans la mise en œuvre effective de la coopération Sud-Sud et coopération triangulaire.

En vue de suivre ces derniers engagements, l'Assemblée Générale des Nations Unies a établi un Bureau Des Nations-Unies pour la coopération Sud-Sud (depuis 1974) au sein du PNUD. Celui-ci est chargé de promouvoir, coordonner et appuyer la coopération sud-sud et triangulaire au niveau mondial et au sein du Système des Nations Unies. Depuis 1980 également, un Comité de Haut Niveau sur la coopération Sud-Sud Intergouvernemental est chargé de suivre la mise en œuvre des engagements pris et proposer des recommandations à l'Assemblée Générale.

Dans ce contexte et reconnaissant qu'il est important de mieux documenter leur propre coopération pour le développement, certains partenaires du Sud ont de plus en plus fait des efforts pour faire connaître et partager leurs pratiques en matière de coopération pour le développement. Au niveau régional, comme cela a déjà été le cas dans la région ibéro-américaine (SEGIB) et avec la Banque islamique de développement (BID), ce processus de présentation de rapports offre également l'occasion d'améliorer la gestion globale de la SSC/TrC dans la région et de promouvoir le dialogue politique autour de la question. Aspects politiques et institutionnels essentiels pour permettre à la SSC/TrC et, par conséquent, au renforcement de la collaboration, de l'intégration et des partenariats entre les pays d'une région.

NE

Parmi les recommandations clef de la Conférence de Nairobi figure la nécessité de renforcer l'efficacité de la coopération sud-sud en coordonnant les initiatives prises dans ce cadre avec d'autres projets et programmes de développement menés sur le terrain, compte tenu des priorités et plans nationaux de développement.

Les Nations Unies encouragent à ce titre les pays en développement à renforcer leurs mécanismes nationaux de coordination, mettre au point, sous leurs auspices, des systèmes d'évaluation de la qualité et de l'efficacité des programmes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et à améliorer la collecte de données à l'échelle nationale.

Le PNUD au terme d'un premier panorama réalisé en 2016 sur cette Coopération en Afrique, a identifié plusieurs défis à relever par le continent pour en tirer le plus grand bénéfice. Il s'agit entre autres, de :

- Intégrer la SSC/TrC dans les stratégies nationales de développement ;
- Promouvoir la SSC/TrC en mettant en place des cadres politiques, juridiques et réglementaires adéquats ;
- Renforcer les capacités institutionnelles pour une SSC/TrC efficace ;
- Accroître le plaidoyer en faveur de la SSC/TrC.

Dans le même ordre d'idées, en avril 2018, un certain nombre de pays africains pilotes, conjointement avec l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et le Centre de services régionaux du PNUD pour l'Afrique (RSCA), ont convenu de faire avancer l'agenda en faveur d'une initiative d'élaboration de rapports liée à la coopération Sud-Sud. Ils ont convenu de lancer le processus en rassemblant les données sur les initiatives de coopération Sud-Sud mises en œuvre en 2017 au niveau bilatéral, en mettant l'accent sur les échanges techniques et de savoir-faire. L'intention était de tirer parti de l'expérience et d'ajouter d'autres facteurs et variables dans des rapports consécutifs de SSC/TrC.

Le Cameroun a pris part à côté d'autres pays africains (Afrique du Sud, Gabon, Ethiopie, Lesotho, etc) pour entamer une première consultation donnant un « Aperçu des tendances et opportunités sur l'avancement de la coopération Sud-Sud au Cameroun », en vue d'informer sur le paysage actuel de la coopération sud-sud et proposer des recommandations pour la renforcer.

La présente consultation représente la première étape de mise en œuvre des recommandations issues de cette réunion régionale au niveau pays.

II. OBJECTIFS

L'objectif de la consultation est de cartographier le panorama de la Coopération Sud-Sud et Triangulaire au Cameroun et à identifier les niches pour renforcer l'appui du PNUD dans ce domaine. Il s'agira également de collecter les informations sur les priorités stratégiques clés du Cameroun pour le Plan d'Action de Buenos Aires (BAPA + 40) afin d'élaborer la déclaration officielle du Cameroun qui sera incluse dans le rapport régional.

Les objectifs spécifiques de cette prestation sont les suivants :

1. Faire un état des lieux de la coopération Sud-Sud et Triangulaire au Cameroun ;
2. Recenser et présenter les partenariats sud-sud et Triangulaires en cours ;
3. Quantifier les flux financiers de la coopération internationale (aide publique au développement) vers le Cameroun (montants et % PIB), par bailleur de fonds, secteurs d'intervention et par années, avec une comparaison entre les flux financiers du Nord et ceux du Sud ;
4. Faire une analyse dynamique de la coopération Sud-Sud et triangulaire au Cameroun ;
5. Identifier les forces et faiblesses, les opportunités et les menaces de cette Coopération Sud-Sud et Triangulaire et formuler les recommandations
6. Collecter les informations sur les priorités stratégiques clés du Cameroun pour le Plan d'Action de Buenos Aires (BAPA + 40)

WC

7. Faire une proposition de formulation de la déclaration officielle du Cameroun qui sera incluse dans le rapport régional Afrique sur la Coopération Sud-Sud/Triangulaire à présenter à la conférence de Buenos Aires sur le SSC/TrC en Mars 2019.

III. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus de cette étude sont les suivants :

1. L'état des lieux de la coopération Sud-Sud au Cameroun est fait ;
2. Les partenariats sud-sud sont recensés et présentés ;
3. Les flux financiers de la coopération internationale (aide publique au développement) vers le Cameroun (montants et % PIB), par bailleur de fonds, secteurs d'intervention et par années, avec une comparaison entre les flux financiers du Nord et ceux du Sud sont quantifiés ;
4. Une analyse dynamique de la coopération Sud-Sud au Cameroun est faite ;
5. Les forces et faiblesses, les opportunités et les menaces de la Coopération Sud-Sud sont identifiées ;
6. Les recommandations sur la coopération Sud-Sud au Cameroun sont formulées
7. Une proposition de la déclaration du Cameroun qui sera incluse dans le rapport régional Afrique sur la Coopération Sud-Sud/Triangulaire à présenter à la conférence de Buenos Aires sur le SSC/TrC en Mars 2019 est formulée

IV. LIVRABLES ATTENDUS

1. Un rapport de démarrage de l'étude ;
2. Un rapport sur l'état des lieux et diagnostic de la coopération Sud-Sud au Cameroun ;
3. Un rapport final d'étude comprenant au minimum les éléments suivants :
 - a. Le résumé en langage simple des informations spécifiques requises ;
 - b. Le rappel synthétique de l'état des lieux et diagnostic ;
 - c. Les points faibles, forces, opportunités et menaces de la coopération sud-sud au Cameroun ;
 - d. Les solutions/recommandations (règles de gestion) susceptibles d'adresser ces Contraintes ;
 - e. Une stratégie d'amélioration de la coopération Sud-Sud au Cameroun.
 - f. Et toutes autres sujétions ;
 - g. Les annexes.
4. Proposition de la déclaration du Cameroun qui sera incluse dans le rapport régional Afrique sur la Coopération Sud-Sud/Triangulaire rédigée sur la base du modèle de rapport fourni par le bureau régional du PNUD.

Chaque rapport provisoire ou définitif (rédigé en langue française ou en anglaise) sera fourni en cinq (02) exemplaires papier et un (01) exemplaire reproductible sur support numérique au PNUD.

V. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Le/la consultant/te devra proposer une approche méthodologique formulée autour des livrables susmentionnés. Cette méthodologie de travail devra être assortie d'un calendrier détaillé sur l'organisation du travail et d'un canevas du rapport final sur laquelle il sera jugé. Cette méthodologie devra inclure un plan de rencontre/échange (interviews, focus group meetings) avec toutes les parties prenantes. Il est à noter que la proposition de la déclaration du Cameroun qui sera incluse dans le rapport régional Afrique sur la

KE

Coopération Sud-Sud/Triangulaire devra être rédigée sur la base du modèle de rapport fourni par le bureau régional du PNUD.

VI. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Le consultant travaillera sous la supervision d'une équipe restreinte constituée des Responsables du de la DGCOOP/MINEPAT et de PNUD concernés. Cette équipe aura pour principale mission le suivi de l'étude et la validation des options stratégiques préconisées par le consultant.

A ce titre, l'équipe aura pour missions :

- La validation de l'approche méthodologique proposée par le consultant, y compris le calendrier de réalisation de l'étude ;
- La facilitation de l'accès aux documents et données sollicités par le consultant et ayant un lien avec l'étude ;
- La facilitation de l'accès aux personnes identifiées par le consultant comme personnes ressources à contacter pour les entrevues ;
- La validation de l'état des lieux et du diagnostic en matière de coopération Sud-Sud et Triangulaire au Camérout ;
- La validation des différents rapports produits par le Consultant ;
- La validation du rapport final.

VII. QUALIFICATIONS REQUISES

Les candidates et candidats intéressés doivent avoir les compétences, qualifications, et aptitudes requises ci-après :

- Disposer d'un minimum de BAC + 5 dans le domaine des sciences économiques et de gestion, des sciences sociales, des statistiques ; de la gestion et évaluation des projets ;
- Avoir une expérience de travail avec les administrations publiques camerounaises, le PNUD, le Système des Nations Unies et/ou d'autres Partenaires Techniques et Financiers ;
- Avoir au moins 5 années d'expérience dans l'élaboration des documents relatifs à l'Aide Publique au Développement (avoir eu à élaborer au moins 01 rapport sur les stratégies d'aide publique au développement).
- Avoir au moins 5 années d'expérience dans la rédaction des plans d'action de mise en œuvre des stratégies de développement ;
- Disposer de compétences requisés et d'une bonne expérience en matière de collecte et analyses des données ;
- Avoir une bonne connaissance des dispositifs existants en matière d'élaboration des politiques et stratégies de développement ;

VIII. PRESENTATION DU DOSSIER DE SOUMISSION

L'offre du/de la consultant/e comprendra une proposition (enveloppe) technique et une proposition financière.

1. Proposition technique

La proposition technique du consultant doit fournir les informations suivantes, ainsi que tous renseignements additionnels si disponibles :

- (i) Une analyse des TDR indiquant la compréhension de la mission et éventuellement des suggestions jugées pertinentes ;

NC

- (ii) Une méthodologie détaillée de l'exécution de la consultation incluant le chronogramme indiquant la planification complète et les différentes échéances à partir de la date du démarrage de la mission.
- (iii) Le curriculum vitae actualisé dont l'expérience dans des processus similaires (inclure copies des diplômes)
- (iv) Trois références au moins faisant ressortir que le consultant a déjà rendu des services similaires, y compris avec le système des nations unies.
- (v) Au moins 3 personnes références (adresses e-mail, téléphone, noms).

2. Proposition Financière

Il est demandé au consultant de préparer le tableau des coûts dans une enveloppe distincte du reste de la réponse à l'invitation à soumissionner.

Tous les coûts et tarifs doivent être exempts de toute taxe, le PNUD étant exonéré d'impôts.

Le tableau des coûts doit fournir une répartition des coûts détaillée. Merci de bien vouloir fournir des chiffres distincts pour chaque regroupement ou catégorie fonctionnelle.

Une estimation des articles à coûts remboursables, tels que les frais de voyage ou les dépenses personnelles, doit être établie séparément.

Le formulaire ci-après doit être utilisé pour préparer le tableau des coûts. Le formulaire comporte des lignes de dépenses spécifiques qui peuvent ou ne pas être requises ou applicables, mais qui sont en tout état de cause données comme exemples.

Description de l'activité/article	Unité	Coût mensuel	Montant estimé
1. Honoraires du consultant			
	H/jour		
2. Déplacements			
2.1. Perdiems/DSA	H/nuitée		
2.2. Voyages	Aller/retour		
3. Autres			
3.1. Communications	Forfait		
3.2. Reproduction et rapports	Forfait		
3.3. Autres dépenses (à préciser)	Provision		

IX. EVALUATION

L'évaluation des propositions se déroule en deux temps. L'évaluation de la proposition technique est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières. La proposition financière ne sera ouverte que pour les soumissions qui auront reçu la note technique minimale de 70% sur un score total maximum de 100 points pour ce qui est de l'évaluation des propositions techniques.

La proposition technique est évaluée sur la base de son degré de réponse à la mission (TOR).

Ne

Lors d'une deuxième étape, les offres financières de tous les prestataires ayant obtenu la note technique minimale de 70% lors de l'évaluation techniques seront comparées. **Le contrat sera adjudgé au consultant proposant l'offre le « mieux-disant » (l'offre ayant obtenu la meilleure note combinée issue de l'offre technique et de l'offre financière, avec une pondération de 70/30.**

Critères	Poids	Max de points
Offre technique	70%	
Minimum Diplôme de BAC+5 dans le domaine des sciences économiques et de gestion, des sciences sociales, des statistiques ; de la gestion et évaluation des projets.		20
Méthodologie, chronogramme et plan de travail		15
Avoir au moins 5 années d'expérience dans l'élaboration des documents relatifs à l'Aide Publique au Développement et dans la rédaction des plans d'action de mise en œuvre des stratégies de développement ; une bonne connaissance des dispositifs existants en matière d'élaboration des politiques et stratégies de développement		40
Avoir eu à élaborer au moins (01) un rapport sur les stratégies d'aide publique au développement.		20
Avoir une expérience de travail avec les administrations publiques camerounaises, le PNUD, le Système des Nations Unies et/ou d'autres Partenaires Techniques et Financiers ;		05
Total		100
Offre financière	30%	

X. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature comprenant : Lettre de motivation, CV, Photocopie du dernier diplôme, devront être adressées à la Représentation du PNUD (adresse susmentionnée).

Les dossiers seront déposés dans une enveloppe scellée et le titre du poste rappelé au dos de l'enveloppe. Seul/le le/la candidat/e sélectionné/e sera contacté/e.

N.B : Le poste est ouvert aux candidats des deux sexes et de nationalité camerounaise.

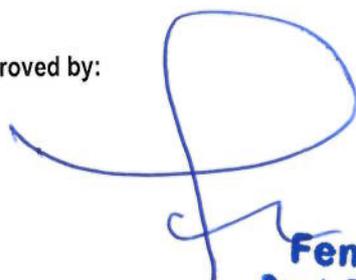
Les candidatures féminines sont fortement encouragées. Les individus des groupes minoritaires et les personnes présentant certaines invalidités physiques sont également encouragés à postuler. Toutes les candidatures sont traitées dans la confidentialité.

This TOR is approved by:

Signature:

Name and Designation: _____

Date of Signing: _____


Fenella FROST
 Deputy Resident Representative
 Représentant Résident Adjoint
 22 NOV 2018

Me